

Audit et Conseil Union

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

FONDATION SCELLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

14, Rue Mondétour
75001 PARIS

Audit et Conseil Union

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

FONDATION SCELLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 7 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Scelles relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport, et faisant apparaître des fonds propres pour un montant de 4.920.639 Euros, y compris la perte de l'exercice de 290.272 Euros.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les comptes de la Fondation ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation tel qu'il figure dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre Fondation, nous nous sommes assurés du bienfondé de cette hypothèse.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Bureau et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 20 septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes

AUDIT ET CONSEIL UNION


Jean-Marc FLEURY



Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	6 660	3 058	3 602	4 268
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	2 100 000		2 100 000	2 100 000
	Constructions	5 845 835	1 771 462	4 074 373	4 229 408
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	21 661	21 368	293	747
	Immobilisations corporelles en cours	55 135		55 135	34 170
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				948
TOTAL (I)		8 029 292	1 795 888	6 233 404	6 369 541
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 169		6 169	93 991
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	2 010		2 010	1 550
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 205		3 205	6 652
	DISPONIBILITES	73 938		73 938	34 314
	Charges constatées d'avance	4 399		4 399	3 546
	TOTAL (II)	89 720		89 720	140 053
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		8 119 012	1 795 888	6 323 124	6 509 594
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					948
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 681 625	2 681 625
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation	6 028 420	6 028 420
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	16 651	16 651
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(3 515 785)	(3 302 433)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
Excédent ou déficit de l'exercice		(290 272)	(213 353)
Total des fonds propres (situation nette)		4 920 639	5 210 911
Fonds reportés et dédiés	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	4 920 639	5 210 911
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	1 087 049	998 735
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 138	16 634
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	29 013	37 428
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	245 286	245 886
Produits constatés d'avance			
Total des dettes		1 402 486	1 298 684
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		6 323 124	6 509 594
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(290 271,88)	(213 352,56)
(1) Dont à moins d'un an		332 486	63 684
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat ^{1/2}

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	101 086	91 824
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	13 203	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	40 000	40 000
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	16 135	34 115
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	20 000	15 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		64 800
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	744	11 283
Total des produits d'exploitation		191 169	257 021
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	104 248	128 135
	Aides financières	1 500	
	Impôts, taxes et versements assimilés	28 648	23 210
	Salaires et traitements	137 278	118 780
	Charges sociales	46 833	45 233
	Dotation aux amortissements et dépréciations	156 154	156 154
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 815	426
Total des charges d'exploitation		476 476	471 937
RESULTAT D'EXPLOITATION		(285 308)	(214 916)

Compte de Résultat ^{2/2}

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(285 308)	(214 916)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	347	
	Total des produits financiers	347	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 244 67	347 6 135
	Total des charges financières	5 311	6 482
RESULTAT FINANCIER		(4 964)	(6 482)
RESULTAT COURANT avant impôts		(290 272)	(221 398)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		8 046
	Total des produits exceptionnels		8 046
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			8 046
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		191 516	265 067
TOTAL DES CHARGES		481 787	478 419
EXCEDENT ou DEFICIT		(290 272)	(213 353)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 323 124** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **191 516** euros et un total **charges** de **481 787** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-290 272** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privés à but non-lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et 2022-04.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Objet social

La Fondation Scelles, reconnue d'utilité publique depuis 1994, a été créée en 1993 par Jean et Jeanne Scelles qui lui ont légué des biens. La Fondation Scelles est devenue en 20 ans une référence incontournable et un acteur présent sur tous les fronts de la lutte contre la traite des êtres humains, en France et sur la scène internationale.

La Fondation Jean et Jeanne Scelles a pour but :

-Le soulagement de la misère et de la détresse humaine dans ses composantes morales et matérielles.

-L'aide à la dignité humaine, notamment porter assistance, directement ou indirectement, à toutes personnes victimes de sévices, violences, asservissements, prostitution, toxicomanie, et de manière générale pressions physiques et morales tendant à leur faire perdre leur libre arbitre, porter atteinte à leur dignité, à leur intégrité physique ou morale.

-L'aide à l'insertion ou la réinsertion familiale, professionnelle, sociologique, intellectuelle et la

Règles et Méthodes Comptables

promotion tant culturelle que morale.

-La promotion et l'encouragement du bénévolat social qui concourt à la démarche éthique exposée ci-avant.

Nos convictions

La Fondation Scelles estime que la prostitution est une atteinte aux droits humains d'égalité, de dignité et une source de violences sociales et personnelles. Ses membres partagent la conviction que toute personne doit pouvoir vivre sans avoir recours à la prostitution.

L'exploitation sexuelle abuse des personnes fragilisées par la vulnérabilité économique, la pauvreté, les inégalités hommes-femmes, le racisme, l'échec du projet migratoire, l'instabilité sociale et politique dans des pays en conflits, les violences physiques et morales, les ruptures sociales ou familiales. La prostitution renvoie à des rapports de domination sexuelle et des stéréotypes que nous dénonçons.

Attachée aux principes abolitionnistes, la Fondation Scelles s'engage contre l'exploitation des prostituées, notamment dans le cadre de la traite des êtres humains. Elle estime que c'est par l'éducation, la prévention, la sensibilisation et la répression des acteurs qui exercent les violences à l'égard des personnes prostituées qu'une politique globale peut être menée.

Notre combat et nos objectifs

La Fondation Scelles est animée par la volonté de faire du XXIème siècle celui du recul progressif de l'exploitation sexuelle qui représente une autre forme d'esclavage moderne.

- En constituant une base documentaire évolutive sur l'ensemble des aspects de la traite aux fins d'exploitation sexuelle ;
- En tissant des liens privilégiés avec les instances officielles ;
- En fédérant les efforts de la Fondation avec ceux des associations de terrain ;
- En contribuant par des actions de sensibilisation à une meilleure prise de conscience de l'opinion publique.

Nos missions

La Fondation s'est donnée depuis 20 ans trois missions principales découlant de l'objet social :

Connaître l'exploitation sexuelle commerciale

Pour ce faire, elle s'est dotée d'un observatoire chargé de recueillir toutes informations relatives

Règles et Méthodes Comptables

à l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Celui-ci est une référence dans l'Europe.

Comprendre l'exploitation sexuelle commerciale

Par une coopération multidisciplinaire, nous recevons et sollicitons des travaux d'experts (juristes, sociologues, policiers associations de terrain) en publiant des fiches thématiques, des livres et des documents audio-visuels.

Combattre l'exploitation sexuelle commerciale

Nous menons des actions de plaidoyer vis-à-vis des élus locaux, nationaux et européens. Nous engageons des actions de sensibilisation, de prévention en organisant des conférences. Nous participons à des débats publics et à des interviews dans les médias.

Moyens d'actions

Les moyens d'action de la Fondation sont :

- L'aide et la promotion de centre d'assistance et d'insertion, de structures d'accueil temporaire, permettant de réaliser l'objet de la Fondation.
- La création de tout centre de recherche, de documentation, d'observation, en particulier des médias et des moyens modernes de communication.
- L'organisation de toute action de sensibilisation auprès des autorités nationales et internationales.
- L'édition de tous supports d'information par voie écrite ou audiovisuelle tant en France qu'a l'étranger.
- La participation directe et tous rapprochements par des actions et campagnes dans un souci d'efficacité afin d'atteindre un meilleur climat social et moral.
- La participation à toute structure de nature à réaliser l'objet de la Fondation.
- Ester en justice en se constituant partie civile dans les procès impliquant la traite des êtres humains et le proxénétisme.
- Mener des actions de formation et de sensibilisation.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de

Règles et Méthodes Comptables

production.

L'immeuble a fait l'objet d'une réévaluation à la fin de l'exercice 2015.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 1 an
- Immeuble : entre 20 et 90 ans
- Agencements & aménagements des installations : entre 10 et 20 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Dons

Les dons sont enregistrés sur la base de leur encaissement. Toutefois, les dons - par chèque, carte bleue, virement - datés d'avant la clôture et reçus après celle-ci sont comptabilisés sur l'exercice pour tenir compte des délais postaux et administratifs. Ils font l'objet d'un reçu fiscal au titre de l'exercice.

Subventions

En 2023, la fondation Scelles a bénéficié de 13 KE de subventions.

Contributions volontaires en nature

Il n'est pas possible d'évaluer les contribution volontaire des bénévoles de la Fondation.

Evènements de l'exercice

Le montant des prêts pour le financement de la surélévation accordé par Paris Ouest

Règles et Méthodes Comptables

Construction s'élève à 1 070 000€:

+ 850 000€ accordés et débloqués au cours de l'exercice 2021

+ 220 000€ accordés au cours de l'exercice 2022 dont 140 000€ débloqués au cours de l'exercice et 80 000€ débloqués au mois de février 2023.

La Fondation Scelles a reçu 245 000€ d'indemnité d'immobilisation au titre d'une promesse unilatérale de vente en date du 23 juillet 2019 et ayant une durée de dix huit mois. Un avenant en date du 31 mai 2021 prolonge la durée de la promesse jusqu'au 31 décembre 2021. Un nouvel avenant en date d'avril 2022 prolonge à nouveau la durée de la promesse au 31 décembre 2022. Il est convenu que la promesse soit prolongée jusqu'aux travaux.

Evènements post clôture

Le 17 mars 2024 un 4eme contrat de prêt a été signé avec Paris Ouest Construction pour un montant de 150 000€ afin de soutenir la trésorerie de la fondation pour faire face au retard pris par le projet immobilier.

Ces quatre prêts devront être remboursés au plus tard le 1er janvier 2026 .

En garantie du remboursement des prêts, la fondation s'engage à inscrire dans les plus brefs délais et à ses frais et de façon irrévocable, une hypothèque de 1er rang sur l'immeuble en faveur de Paris Ouest Construction.

Il n'y a pas d' autres évènements post cloture qui remettent en cause l'activité de la Fondation.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 6 k€ TTC.

Effectif

Au 31 décembre 2023, l'effectif des collaborateurs salariés de la Fondation est de 3.16 ETP dont 1.91 ETP cadres et 1.25 ETP employés contre 3.12 ETP dont 1.91 ETP cadres et 1.21 ETP employés au 31 décembre 2022.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	6 660					6 660
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 660					6 660
CORPORELLES	Terrains	2 100 000					2 100 000
	Constructions sur sol propre	4 911 011					4 911 011
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement	934 824					934 824
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	21 661					21 661
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	34 170		20 965			55 135
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 001 667		20 965			8 022 632	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	948				948	
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	948				948	
TOTAL		8 009 275		20 965		948	8 029 292

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	2 392	666		3 058
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 392	666		3 058
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 047 874	123 642		1 171 516
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	568 554	31 392		599 946
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	20 914	453		21 368
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 637 342	155 488		1 792 830
TOTAL		1 639 734	156 154		1 795 888

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	347		347	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	347		347	
TOTAL GENERAL		347		347	
Dont dotations et reprises <div> - d'exploitation - financières - exceptionnelles </div>				347	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	6 169	6 169	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	2 010	2 010	
	Charges constatées d'avance	4 399	4 399	
	TOTAL DES CREANCES	12 577	12 577	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	1 087 049	17 049	1 070 000	
	Fournisseurs et comptes rattachés	41 138	41 138		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	10 006	10 006		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 281	18 281		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	726	726		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	245 286	245 286		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	1 402 486	332 486	1 070 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	2 681 625				2 681 625
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	6 028 420				6 028 420
Réserves statutaires ou contractuelles	16 651				16 651
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(3 302 433)	(213 353)			(3 515 785)
Excédent ou déficit de l'exercice	(213 353)	213 353		290 272	(290 272)
Situation nette	5 210 911			290 272	4 920 639
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	5 210 911			290 272	4 920 639